

Les retraites des fonctionnaires au menu de la rentrée

Le ministre Stanislas Guerini va recevoir les syndicats de la fonction publique la première semaine de janvier pour une série d'entretiens bilatéraux sur la réforme des retraites. Opposés au recul de l'âge de départ – qui concernera tous les fonctionnaires –, les représentants du personnel appellent le gouvernement à revoir sa copie. Certains laissent planer la menace de mobilisations début 2023.



photo : Florian Jannot-Caeillete/Hans Lucas/Hans Lucas via AFP

La parenthèse des élections professionnelles refermée, place désormais aux discussions sur les dossiers, d'ores et déjà sensibles, du deuxième quinquennat d'Emmanuel Macron en matière de fonction publique. Avant que ne débute la négociation sur le vaste chantier des carrières et des rémunérations promis par le chef de l'État, l'agenda social d'après-fêtes sera surtout marqué par la nouvelle réforme des retraites et ses conséquences pour les fonctionnaires. Un sujet qui sera au cœur des échanges entre gouvernement et syndicats à peine passée la Saint-Sylvestre.

Le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, Stanislas Guerini, vient en effet de convier les organisations syndicales à une série de réunions bilatérales sur ce sujet des retraites dès la première semaine de janvier. Une série d'échanges "*dans la perspective d'un nouveau temps de concertation autour de la réforme*", est-il indiqué dans les invitations adressées aux syndicats mardi 20 décembre et dont *Acteurs publics* a eu connaissance.

Ces entretiens donneront surtout l'occasion à Stanislas Guerini de préparer le terrain à la présentation de la réforme par l'exécutif, qui interviendra quelques jours plus tard, le

10 janvier. Une présentation qui, pour rappel, était initialement prévue le 15 décembre, avant que le gouvernement ne décide de la reporter.

Les catégories actives appelées à partir plus tard aussi

S'il faut donc attendre encore un peu pour connaître le détail du projet de réforme, de nombreuses informations ont été déjà données sur la manière dont elle s'appliquera aux fonctionnaires. *Exit* en effet l'optique d'une convergence des régimes de retraite du secteur privé et de la fonction publique, contrairement à ce qui était envisagé dans le projet de réforme présenté lors du premier quinquennat.

La règle de calcul des retraites des fonctionnaires sur leurs six derniers mois d'activité va ainsi être maintenue – alors que les retraites sont calculées sur les vingt-cinq meilleures années dans le secteur privé. Contrairement, là encore, à ce que prévoyait le projet de réforme du premier quinquennat, les "catégories actives" – ce système qui permet à certains fonctionnaires de bénéficier d'un départ anticipé à la retraite – seront maintenues. Mais qu'ils soient policiers, surveillants pénitentiaires, contrôleurs aériens ou infirmiers, les fonctionnaires de ces catégories actives devront travailler plus longtemps qu'aujourd'hui.

Mesure phare du projet de réforme de l'exécutif, le report de l'âge légal de départ à la retraite (de 62 à 64 ans, voire à 65 ans) concernera en effet l'ensemble des fonctionnaires et donc également les catégories actives de la fonction publique, comme vient de le confirmer Olivier Dussopt, le ministre du Travail, en charge du dossier des retraites. Un recul de l'âge qui suscite une opposition unanime des syndicats, ce que les représentants des fonctionnaires ne manqueront pas de rappeler lors de leurs échanges avec Stanislas Guerini.

"Nous ne tolérerons aucune forme de chantage"

"Honnêtement, nous n'attendons pas grand-chose (de ces bilatérales) mais nous allons y rappeler nos revendications, notamment sur le service actif, sa bonification et son extension à certains corps, souligne Christian Grolier, de Force ouvrière. Pour le reste, nous sommes opposés à cette réforme paramétrique." Une réforme que Nathalie Makarski qualifie d'"injuste et injustifiée". Pour la représentante de la CFE-CGC, "la retraite doit rester un élément d'attractivité de la fonction publique, nous attendons donc que l'on nous explique en quoi cette réforme maintiendra le système à l'équilibre".

"La concertation doit se poursuivre, abonde Mylène Jacquot, de la CFDT. Nos revendications sont connues et nous ne désespérons pas d'avancer pour améliorer les droits des agents publics, c'est une question d'équité et de justice sociale." "Mais, poursuit-elle, nous ne tolérerons aucune forme de chantage en lien avec la question de l'âge d'ouverture des droits" à retraite. De quoi pousser le gouvernement à revoir sa copie ?

Prêts à la mobilisation

Le risque de conflit social auquel l'exécutif s'expose avec sa réforme des retraites est en effet bien réel, certains syndicats menaçant d'ores et déjà d'appels à la mobilisation à la rentrée. *"Le projet du gouvernement étant un recul brutal de l'âge, ce n'est donc pas une véritable réforme des retraites, alors qu'il y a mille sujets à traiter, comme les inégalités femmes-hommes ou les fins de carrière, affirme Benoît Teste, de la FSU. Nous allons nous rendre à cette bilatérale en étant très clairs sur le refus de l'allongement avec, au contraire, la volonté de pousser des sujets tels que la cessation progressive d'activité, la fin de la décote, l'intégration des primes ou la prise en compte des années d'étude." "Bref, poursuit ce syndicaliste, le but est surtout de*

mettre la pression” sur le gouvernement et de “montrer que l’on n’acceptera pas (le projet de réforme) tel qu’il se dessine actuellement.”

Pascal Kessler, de la FA-FP, renchérit : *“Pour être positif, nous espérons que nos revendications soient entendues pour éviter un conflit social, mais il faut être réaliste, nos craintes ne risquent que d’être confirmées, d’où la nécessité, certainement, de mobilisation au courant du mois de janvier.”* *“Une autre réforme est possible, ajoute Céline Verzeletti, de la CGT. Si on pouvait être entendus pour une fois, cela serait formidable mais, malheureusement, je pense que tant que l’on ne sera pas en mobilisation, le gouvernement restera arc-bouté sur le report de l’âge de départ à la retraite.”* Ce qui laisse présager une rentrée très tendue sur le plan social...

Par Bastien Scordia